



MONDE

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

«Tant que la cloche n'a pas sonné, le combat continue»

Benoît Biteau, eurodéputé écologiste et paysan en activité, se bat pour que le Parlement européen vote cette semaine contre la nouvelle PAC. Et réécrit un texte qui améliorerait «la biodiversité, la souveraineté alimentaire et l'aménagement du territoire».



Recueilli par
PIERRE CARREY

Sur les traces de José Bové, Benoît Biteau, 53 ans, est euro-député EE-LV, ingénieur agronome et toujours paysan. Il s'active à proposer un autre texte de la politique agricole commune (PAC) que celui qui est soumis au vote du Parlement européen mardi et mercredi à Bruxelles. En parallèle, les ministres européens négocient eux aussi depuis lundi le contenu de ce projet à 386 milliards d'euros, qui doit conditionner l'agriculture et l'alimentation sur le continent à partir de 2023.

Pourquoi la PAC est-elle la mère de toutes les batailles au Parlement européen ?

C'est le principal levier de dépense publique, 38% du budget annuel de l'Union européenne. Qui plus est, un vote sur la PAC nous engage pour sept ans. La biodiversité, le changement climatique, la santé humaine, la souveraineté alimentaire, la préservation du métier de paysan, l'aménagement du territoire ne peuvent pas attendre. Hélas, la mouture du texte est aussi mauvaise qu'en 2013, voire pire.

En quoi la nouvelle PAC est-elle une régression ?

La Commission européenne fait comme si la crise climatique n'existait pas, comme si le Covid n'existait pas... Elle ne tient même pas compte de ses propres objectifs, le Green Deal [le plan qui prévoit une neutralité carbone d'ici 2050 et 50% de réduction des pesticides les plus dangereux d'ici 2030, ndlr] ou des programmes tels que «De la fourche à la fourchette». On nage dans une forme de schizophrénie. Par

ailleurs, je crains les amendements que pourraient déposer les trois principaux groupes, le PPE [droite libérale], le S & D [sociaux-démocrates] et Renaissance Europe [libéraux, dont LREM]. Le texte actuel prévoit que 30% du premier pilier [les aides directes] soient conditionnés à l'application d'un cahier des charges «vert». Jusqu'à présent, le niveau d'exigences était tellement bas que la quasi-totalité des agriculteurs pouvaient prétendre à cette aide. Les Verts demandent que la part s'élève à 50%. Mais la Copa-Cogeca [le lobby européen des syndicats agricoles «productivistes», présidé par Christiane Lambert, patronne de la FNSEA] réclame un abaissement à 20%.

Quelles sont vos pistes de changement ?

Les Verts ont demandé que la PAC soit mise en conformité avec les engagements du Green Deal. Que l'on change la densité de l'élevage trop concentrationnaire, pour répondre au bien-être animal. Que l'on cesse la monoculture et que l'on impose une rotation tous les quatre ans au moins avec une légumineuse. Libre aux agriculteurs de continuer à produire leur lait dans une «ferme des mille vaches», mais alors ils ne seraient plus éligibles aux aides. Mais ces amendements ont d'ores et déjà été rejetés.

Les nouveaux amendements que vous allez déposer cette semaine sont-ils ins-

pirés de la plateforme «Pour une autre PAC» composée de 43 associations et ONG françaises ?

En partie, oui, mais nous pouvons aller plus loin. Par exemple sur la question de l'unité de surface. Aujourd'hui, la PAC rémunère les agriculteurs qui possèdent le plus de terres et, avec l'argent de la PAC, ceux-ci achètent encore plus de foncier. Pour rompre avec ce cercle vicieux qui empêche les jeunes agriculteurs de s'installer, nous proposons de rétribuer en fonction de la main-d'œuvre. Un céréalier possédant 120 hectares et qui ferait travailler deux personnes toucherait moins qu'un petit maraîcher employant dix ouvriers. Pour 50%, voilà le premier volet de subventions que nous préconisons.

D'autres critères pour attribuer les aides ?

Le «paiement pour services environnementaux» représenterait les 50% restants. De la même manière qu'un médecin est subventionné par la Sécu pour préserver la santé de la population, un paysan pourrait être payé par des fonds publics pour s'occuper de la santé de l'homme et de l'écosystème. Ces services rendus consistent en l'entretien de l'eau, de l'air, des paysages... Les collectivités économiseraient des millions d'euros dans le traitement des eaux si elles demandaient aux paysans de travailler à ce service, sur un plan préventif.



Faut-il choisir un combat prioritaire, entre la préservation de la biodiversité, l'atténuation du changement climatique, la «souveraineté alimentaire», le revenu des agriculteurs?

Non, c'est la propagande de la FNSEA que d'opposer l'économie à l'écologie. Tous les comptes rendus des centres de gestion montrent que les agriculteurs qui sortent le plus du rouge sont ceux qui se mettent au vert! Le respect de la biodiversité n'est pas un obstacle au revenu des agriculteurs. La politique agricole commune ne respecte ni l'un ni l'autre. Or les enjeux sont liés. On l'a bien vu avec la réautorisation des néonicotinoïdes.

La France a voulu jouer avec les grandes nations sucrières et sortir de la politique des quotas. Mais en augmentant la production de sucre, on a précipité la chute des cours. Les agriculteurs étaient moins bien rémunérés en produisant 100 tonnes de betterave à l'hectare qu'en en produisant 80. Pour récolter 20 tonnes supplémentaires, ils ont utilisé des engrais azotés très coûteux. Ce qui a entraîné un faible rapport carbone sur azote dans une plante, donc une grande vulnérabilité aux ravageurs et pucerons. Le gouvernement a alors choisi la «solution» pesticides, qui ont un impact désastreux pour une trésorerie agricole, pour la santé humaine et celle de la planète.

Les Verts possèdent 67 parlementaires, loin de la majorité fixée à 353 voix. Le vote est-il perdu?

Tant que la cloche n'a pas sonné, le combat continue. Les Verts vont déposer 160 amendements. Nous en avons déjà soumis un le 14 octobre, qui permettrait de repartir à zéro et de tout réécrire: un rejet du texte de la politique agricole commune. Des députés de la GUE [gauche radicale] ou du S & D soutiennent l'initiative

à titre individuel. Je compte aller chercher les voix une à une, y compris chez Renaissance Europe ou chez les non-inscrits.

Pourquoi les principaux partis politiques continuent-ils de refuser un nouveau modèle?

Peut-être à cause d'une petite proximité avec les lobbys, non? Je pense à l'influence de la Copa-Cogeca, de l'industrie qui fabrique les engrais de synthèse et des grandes firmes agro-alimentaires. Ces groupements d'intérêts font de la résistance parce qu'ils ont trop peur qu'on se passe d'eux! Sur ma ferme [située sur 250 hectares en Charente-Maritime, et qui emploie trois ouvriers], j'utilise peu d'énergie, quelques tas de ferraillage sur deux roues car je ne suis pas parvenu à me débarrasser de ces outils, mais c'est tout. Pas de traitements de synthèse. Je vends en direct à des magasins comme Biocoop, donc je me fous du cours mondial! La généralisation de ce modèle rendrait les paysans indépendants des multinationales. C'est pour ça que celles-ci ont la trouille! ◆



ISA HARSIN. SIPA

INTERVIEW



Benoît Biteau (à gauche), avec les eurodéputés EE-LV Claude Gruffat et Yannick Jadot, chez un agriculteur bio à Vimy (Hauts-de-France) le 30 avril. PHOTO STÉPHANE DUBROMÉL. HANS LUCAS